Nos dirigeants mettent en scène une arnaque à Copenhague

dimanche 13 décembre 2009, par [HARI Johann](#) (Date de rédaction antérieure : 10 décembre 2009).

Chaque délégué au Sommet de Copenhague est accueilli par le spectacle d'une grosse et fausse planète, dominant la place centrale de la ville. Ce globe tourbillonnant est couvert de logos d'entreprises - la marque Coca-Cola est apposée sur l'Afrique, tandis que Carlsberg semble s'être approprié l'Asie ; McDonald's annonce juste au-dessus « I'm loving it ! » en grandes lettres rouges. Cette mappemonde pleure « Bienvenue à Hopenhagen ! » (NdT : Hope, espoir en anglais). Elle caracole dans le ciel, maintenue par des explosions sans fin d'air chaud.

Cette planète en plastique est le symbole parfait de ce sommet. On raconte à tout le monde qu'il s'agit d'une réunion d'urgence pour résoudre la crise climatique, mais ici - à l'intérieur du Bela Centre où se réunissent nos dirigeants, ce n'est qu'un méli-mélo corrompu de mots, créés afin de permettre aux pays de se soustraire au strict minimum nécessaire pour empêcher la dégradation de la biosphère.

C'est renversant de voir comment les personnes venant de pays qui jouent leur survie dans ces délibérations se retrouvent en marge du sommet. Leah Wickham, une jeune femme de Fidji, s'est effondrée lors de la conférence en disant qu'elle verra son pays disparaître sous les flots si nous n'agissons pas maintenant. « Tous les espoirs de ma génération reposent sur Copenhague », a-t-elle plaidé. Des ONG chinoises et indiennes expliquent, un peu sonnées, comment la glace de l'Himalaya fond si rapidement qu'elle aura disparu d'ici 2035 - et donc que les grands fleuves d'Asie qui y trouvent leur source vont dépérir et disparaître. Ils fournissent de l'eau à un quart de l'humanité.

Mohamed Nasheed, le président des îles Maldives qui sont en passe d'être englouties, dit simplement : « La dernière génération d'êtres humains est allée sur la Lune. Cette génération-ci doit décider si elle veut rester en vie sur la planète Terre. »

Nous savons ce qui doit être fait si nous voulons nous donner une chance d'éviter la catastrophe. Nous avons besoin d'une réduction des émissions de carbone dans les pays riches de 40 pour cent par rapport à leur niveau de 1990 - d'ici à 2020. Nous pouvons marchander sur la façon d'y arriver, mais nous ne pouvons pas chicaner avec la physique atmosphérique sur l'objectif final : l'atmosphère terrestre impose cette limite à ce qu'elle peut absorber, et nous pouvons le respecter, sous peine de souffrir.

Et pourtant, la première semaine de ce sommet est largement dominée par les représentants des pays riches. Ils tentent de ficeler l'accord avec des subterfuges comptables du plus pur style Enron qui donneront l'impression de réductions, sans conséquences réelles. Il est essentiel de comprendre les manigances de cette semaine afin de bien saisir la réalité de l'accord qui sera annoncé à grand tralala la semaine prochaine.

L'astuce repose principalement sur une bizarrerie du système : un pays riche peut réduire ses émissions sans effectivement émettre moins de gaz à effet de serre. Comment est-ce possible ? Il peut tout simplement payer un pays pauvre pour émettre moins qu'il ne l'aurait fait autrement. En théorie, cela semble correct : nous avons tous la même atmosphère, donc pourquoi se soucier de

savoir d'où viennent les réductions ?

Toutefois, le fait que les réductions d'émissions puissent être vendues entre pays introduit une extrême complexité dans le système. Tout devient rapidement (et volontairement) tellement technique que personne ne peut plus suivre les négociations en cours- aucun citoyen concerné, aucun journaliste, et même les groupes environnementaux qui bûchent à temps plein sur le sujet ont du mal. Il est facile de voir si votre gouvernement construit de nouvelles centrales au charbon, des aéroports ou des autoroutes. Mais vous ne pouvez pas voir si les réductions qu'ils ont « acheté » à l'autre bout de la terre se réalisent vraiment - en particulier lorsqu'elles reposent sur des projections d'augmentations qui auraient en théorie eu lieu si votre gouvernement n'avait pas casqué.

Une étude réalisée par l'Université de Stanford a montré que la plupart des projets qui sont financés au titre de ces « réductions » n'existent pas, ne fonctionnent pas ou auraient eu lieu de toute façon. Et pourtant, il ne s'agit pas là de simples amuse-gueule au menu de l'accord attendu : c'est le plat principal ! Par exemple, si l'on en croit les propositions des États-Unis, pays qui possède de loin le niveau le plus élevé d'émissions par habitant dans le monde, ils n'auront même pas à se donner la peine de réduire leurs émissions de gaz d'un seul tuyau d'échappement jusqu'en 2026, puisqu'ils financeront tout simplement ces projets-fantômes en contrepartie.

Il y a pire encore. Ce système très complexe œuvrant dans le noir est un cadeau fait aux lobbyistes des grandes entreprises, qui peuvent exercer des pressions ou corrompre les gouvernements pour qu'ils truquent le système en leur faveur, plutôt qu'en celle de l'atmosphère. Cela vaut le coup de passer en revue certaines de ces escroqueries qui vident le système de toute signification. Elles peuvent sembler fastidieuses ou techniques - mais elles sont une question de vie ou de mort pour les pays comme celui de Leah.

Astuce n°1 : l'air chaud. Les nations du monde se sont vues attribuer des permis d'émettre des gaz à effet de serre en 1990, lorsque l'Union soviétique était encore une grande puissance industrielle - de sorte qu'elle a reçu une dotation énorme. Mais l'année suivante, l'URSS s'est effondrée, et le niveau de sa production industrielle est tombé en chute libre - tout comme ses émissions de carbone. Ces gaz ne seront en définitive jamais émis. Mais la Russie et les pays d'Europe orientale les considèrent dans toutes les négociations comme « les leurs ». Maintenant, ils les vendent à des pays riches qui veulent acheter des « réductions ». Dans le système actuel, les États-Unis peuvent en acheter à la Roumanie et dire ensuite qu'ils ont réduit leurs émissions - même si elles ne sont rien d'autre qu'une fiction juridique.

Nous ne parlons pas ici de petit changement climatique. Cet air chaud représente dix gigatonnes de CO₂. Par comparaison, si les pays développés du monde entier réduisent leurs émissions de 40 pour cent d'ici 2020, cela ne fera que six gigatonnes en moins dans l'atmosphère.

Astuce n°2 : la double comptabilité. Prenons un exemple pour mieux illustrer ce point. Si la Grande-Bretagne paie la Chine pour qu'elle renonce à une centrale au charbon et qu'elle construise un barrage hydro-électrique à la place, elle se met alors en poche cette réduction des émissions de carbone dans le cadre des réductions globales par pays. En retour, nous sommes même autorisés à conserver une centrale au charbon chez nous. Et dans le même temps, la Chine tient aussi compte de ce changement dans le cadre de ses réductions d'ensemble. Donc, une tonne de réduction d'émissions de carbone est comptée deux fois. Cela signifie que le système entier est truffé d'exagérations - et le chiffre des réductions globales est une arnaque.

Astuce n°3 : les Forêts fictives - ou le processus que l'on surnomme de façon opaque le LULUCF (Land Use, Land-Use Change and Forestry : Utilisation des terres, changements d'affectation des terres et foresterie). Les forêts captent les gaz à effet de serre et les stockent hors de l'atmosphère ;

aussi, de manière parfaitement judicieuse, les pays obtiennent-ils un crédit dans le cadre du nouveau système pour leur préservation. Il s'agit d'une mesure essentielle pour stopper le réchauffement planétaire. Mais les entreprises de l'exploitation forestière canadiennes, suédoises et finlandaises ont réussi à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils insèrent une clause absurde dans les règles. Les nouvelles règles établissent que vous pouvez, au nom de la « gestion durable des forêts », couper presque tous les arbres - et ce, sans perdre de crédits. C'est kafkaïen : une forêt coupée n'augmente pas votre niveau officiel d'émissions ... même si elle augmente votre niveau réel d'émissions.

Astuce n°4 : Choisir de faux points de départ. Toutes les recommandations scientifiques prennent 1990 comme point de référence du niveau dangereusement élevé dont nous devons partir. Alors, quand nous parlons d'une réduction de 40 pour cent, nous voulons dire 40 pour cent de moins qu'en 1990. Mais les Américains ont - dans un éclair de génie publicitaire - décidé de prendre 2005 comme leur niveau de référence. Tout le monde parle des niveaux de 1990, sauf eux. Alors, quand les Etats-Unis promettent une réduction de 17 pour cent par rapport au niveau de 2005, ils sont en fait en train de proposer une réduction de 4 pour cent par rapport au niveau de 1990 - beaucoup moins que les autres pays riches.

Il existe des dizaines d'autres exemples de la sorte, mais vous et moi serions plongés dans le coma si je les répertoriais tous. Ce choix est délibéré. Ce système a été rendu volontairement incompréhensible parce que si nous, les citoyens ordinaires, le comprenions, nous en serions consternés. Si ces négociations étaient menées en toute bonne foi, ces échappatoires seraient balayées en quelques secondes. Et en plus, les pays riches refusent catégoriquement que ces maigres réductions soient juridiquement contraignantes. Vous pouvez les jeter à la poubelle en quittant le centre de conférence, et personne ne reviendra là-dessus. On nous arnaque sur la question la plus importante au monde, la stabilité de notre biosphère.

Nos dirigeants ne nous donnent pas du Hopenhagen - ils nous donnent du Copenhagen (NdT : Coke, Coca-Cola), une potion douceâtre composée d'additifs maléfiques et qui ne nourrit même pas. Leur comportement ici indique qu'ils sont plus effrayés par les lobbyistes des entreprises qui financent leurs campagnes ou par la ligne négationniste dans leur propre pays, que par la montée des eaux et la chute des civilisations. Le strict minimum décrit comme certain par les scientifiques n'est même pas pris en compte.

Mais il existe une raison pour laquelle je reste, malgré tout, plein d'un hardi espoir. Des milliers de citoyens ordinaires convergent actuellement vers cette ville et ils ne vont pas à se la laisser conter. Ils ne vont pas rester là à regarder passivement nos écosystèmes être vandalisés. Ils exigent que ce que la science pure et dure réclame : des réductions réelles et rapides, sous la contrainte d'un tribunal mondial de l'environnement qui punira toute nation qui nous met tous en danger. Ce mouvement ne va pas disparaître. Copenhague se révèle être une supercherie - mais il est possible que de cette épave émerge une demande plus forte pour une solution véritable.

Si nous n'élevons pas très rapidement la température politique, la température physique va, elle, augmenter - et nous pouvons alors dire adieu à Leah, et au seul climat sûr que nous n'ayons jamais connu.

Johann Hari

P.-S.

* Traduction : Morgane Iserte, révision Andrée Durand, dans le cadre du projet www.m-e-dium.net:
<http://m-e-dium.net/articles/post/nico/2009/12/nos-dirigeants-mettent-en-scene-une-arnaque-a-copenhague-par-johann-hari/>